

ON DEMANDE DES RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE CERTAINS PROJETS

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, le ministre de l'Industrie et du Commerce sait très bien que dans le monde entier, la construction navale reçoit d'énormes subventions des divers gouvernements et qu'il y a lieu de se demander si ce secteur peut survivre, dans notre pays, sans l'aide du gouvernement. Je veux savoir plus précisément ce que le gouvernement est disposé à faire dans le cas de projets bien connus, comme le nouveau transbordeur de CN Marine, et quelle assistance il fournira aux constructeurs de navires pour améliorer la flotte de brise-glaces destinés à ouvrir l'Arctique, ce qui fait partie du programme énergétique du gouvernement.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, nous admettons que les chantiers navals sont très importants pour l'économie canadienne en général, et pour certaines régions du pays en particulier. Depuis à peu près un an, nous avons pris des mesures concrètes pour aider cette industrie, notamment en participant à l'expansion de la Saint John Shipbuilding and Drydock Company à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, ainsi qu'en contribuant généreusement à l'agrandissement et à la modernisation des chantiers navals à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Avec le temps, nous annoncerons d'autres mesures d'assistance, car nous sommes conscients de la productivité potentielle de la main-d'œuvre et des gestionnaires de l'industrie canadienne.

* * *

LES FINANCES

LA TAXE SUR LE COMBUSTIBLE UTILISÉ POUR LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Il y a quelque temps, il avait promis à mon collègue le député de Vegreville que le gouvernement songerait à supprimer une partie de la taxe de 60c. le gallon qu'il perçoit sur le combustible utilisé pour la production agricole ou alimentaire. Le ministre a-t-il eu l'occasion d'examiner cette possibilité?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Oui, madame le Président.

● (1500)

Mr. McKnight: Madame le Président, les agriculteurs seront certainement reconnaissants au ministre de sa réponse!

LA SUPPRESSION DE LA TAXE

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a félicité les deux provinces qui ont supprimé leurs taxes sur l'essence. Ces deux provinces sont la Saskatchewan et l'Alberta. Le gouvernement fédéral fera-t-il lui aussi un geste en supprimant la taxe perçue sur les combustibles utilisés

Pétitions

pour la production alimentaire? Ce serait avantageux non seulement pour les agriculteurs, mais aussi pour l'ensemble des consommateurs canadiens qui doivent maintenant assumer les frais de cette mesure gouvernementale.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président, je n'ai pas l'intention d'annoncer de telles modifications fiscales.

* * *

PÉTITIONS

DÉPÔT DES RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

Mme le Président: J'ai l'honneur de signaler que le greffier de la Chambre a déposé sur le bureau les rapports du greffier des pétitions dans lesquels il déclare avoir examiné les pétitions présentées par les députés le mardi 1^{er} juin 1982 et les avoir trouvées conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

M. SIDDON—LES PRÉPOSÉS AUX STATIONNEMENTS À L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE VANCOUVER

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, j'ai l'honneur de déposer une pétition au nom des employés de Canpark Services travaillant à l'aéroport international de Vancouver. Cette pétition découle d'une décision récente du ministre des Transports qui a rejeté la plus basse des soumissions pour la surveillance des stationnements à l'aéroport, décision qui a entraîné le licenciement brutal cette semaine d'une vingtaine d'employés, dont quelques néo-canadiens et des femmes d'âge mûr ayant la charge de leur mari chômeur ou handicapé et de leurs enfants. Quelques-uns de ces employés comptent une dizaine d'années de services dévoués au profit des usagers de l'aéroport international de Vancouver.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre d'inviter le ministre des Transports (M. Pepin) à garantir pour au moins six mois l'emploi de ces employés ou à leur offrir un autre emploi pour qu'ils puissent continuer d'assumer leurs responsabilités familiales en ces temps difficiles.

M. ROBINSON (BURNABY)—OAKALLA (C.-B.)—LA CONSTRUCTION D'UN ÉTABLISSEMENT CARCÉRAL

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de centaines de mes commettants qui demandent au gouvernement fédéral de ne participer en aucune manière à la construction d'un établissement carcéral dans les terres Oakalla, à Burnaby, et de remplir la promesse qu'il avait faite de supprimer complètement les installations qu'on trouve déjà à cet endroit.